

Manche

## EDUCATION NATIONALE. Changements du Bac, classes surchargées, options... : les enseignants sont inquiets

### Un collectif inter-lycées contre la réforme

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE | jeudi 22 novembre 2018

554 mots | -



*Une partie de la trentaine d'enseignants faisant partie du collectif inter-lycées en lutte contre la réforme proposée par Jean-Michel Blanquer. Ils craignent que la « rationalisation » que le ministre prône entraînera le regroupement de certaines spécialités sur un même, voire à l'avenir la disparition de certains lycées.*

**LA MANIFESTATION** du lundi 12 novembre, contre le budget 2019 et les suppressions de postes dans l'Éducation nationale, avait rassemblé 300 personnes dans les rues de Cherbourg et 150 devant l'Inspection académique à [Saint-Lô](#). Dans la foulée, des enseignants ont décidé de monter un collectif inter-lycées « pour continuer la mobilisation face aux conséquences de cette réforme qui sera mise en place à partir de la rentrée 2019, rappelle Bertrand Hulin. Une réforme du lycée et de la voie professionnelle très préoccupante pour les élèves arrivant en classes de 2<sup>nde</sup> et de 1<sup>re</sup> ».

Un tract commun sera distribué

Le collectif réunit une trentaine de professeurs des lycées de Cherbourg-en-Cotentin (Sauxmarais, [Millet](#) et [Tocqueville](#)) et de [Valognes](#) (Cornat). Un tract commun vient d'être rédigé et sera distribué aux abords des lycées, dans les jours qui viennent, afin d'alerter les élèves et leurs parents. Ce texte énumère les différentes sources d'inquiétude : « la fin des séries (L, ES, S) en 1<sup>re</sup> et Terminale : tous les élèves seraient groupés sans distinction de besoins dans les enseignements de tronc commun et devraient choisir des enseignements de spécialité et des options qui ne seraient pas tous proposés dans l'établissement de rattachement. »

Il y a aussi le nouveau Baccalauréat avec 60 % d'épreuves terminales incluant un grand oral, et 40 % en contrôle continu et contrôles en cours de formation, comme des partiels. « Cela remet en cause le principe national du Bac, et nécessite des épreuves plus nombreuses dans l'année (21 en 2 ans, contre 12 ou 13 actuellement), ce qui va générer pendant deux ans du stress pour les élèves et une désorganisation continue des semaines », assure le collectif.

« Les plus en difficulté seront noyés »

Les enseignants pointent aussi des classes surchargées « de 35 à 40 élèves pour les enseignements du tronc commun, les plus en difficulté seront noyés » ; « des frustrations dans la satisfaction des affectations dans des spécialités qui ne pourront être ouvertes pour tous ; en effet la carte serait imposée par le Recteur » ; « une détermination à la fin de la 3<sup>e</sup> puis à la fin de la 2<sup>nde</sup> qui devra répondre aux attendus de post-Bac » ; « des programmes encyclopédiques qui limiteront la construction de sens critique et d'éveil citoyen » ; « une réduction des contenus culturels dans la voie professionnelle » ; « une diminution des heures d'enseignement »...

Après avoir redit haut et fort que l'éducation faisait partie du service public, et précisé qu'ils n'étaient pas mobilisés « que pour les suppressions de postes » mais aussi « pour les conditions de travail afin d'apporter un enseignement de qualité aux élèves », les enseignants assurent que « cette réforme, aggravant la sélection sociale et renforçant les inégalités territoriales, doit de toute urgence être suspendue et repensée dans l'intérêt général de la jeunesse ».

N. L.